

Situation Mensuelle de l'Etat



Août 2021



Synthèse.....	2
Faits marquants	2
Chiffres clés.....	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses.....	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme	7
Recettes	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé)	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours.....	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales.....	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dettes financières de l'Etat	17
Notes méthodologiques.....	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -178,045 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin août 2021 s'élève à -178,045 Md€ contre -170,937 Md€ à fin août 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (-7,108 Md€) s'explique par une

hausse des dépenses nettes de 31,145 Md€, une hausse des recettes nettes de 22,742 Md€ et une variation positive du solde des comptes spéciaux de 1,296 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R&D) : 292,819 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 5,841 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,769 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,960 Md€) ;

► **Mission Défense** : 3,609 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,872 Md€), du programme « Equipement des forces » (0,830 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces » (0,814 Md€) ;

► **Mission Plan d'urgence face à la crise sanitaire** : 3,515 Md€, principalement au titre du programme « Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire » (2,500 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,094 Md€, principalement au titre du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,066 Md€) et du programme « Handicap et dépendance » (0,980 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin août 2021 s'élèvent à 292,819 Md€ contre 261,674 Md€ à fin août 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (+31,145 Md€) résulte essentiellement de la hausse des dépenses d'intervention pour 22,863 Md€ (essentiellement la mission « Plan de relance » pour 10,605 Md€, mission créée en LFI 2021, et la mission « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » pour 8,929 Md€, mission mise en œuvre à compter

► **Mission Cohésion des territoires** : 1,899 Md€, principalement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (1,562 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 1,739 Md€, notamment au titre du programme « Service public de l'énergie » (0,793 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,719 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,897 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,748 Md€) ;

► **Mission Plan de relance** : 1,473 Md€, principalement au titre du programme « Cohésion » (1,087 Md€) ;

► **Mission Economie** : 1,098 Md€, essentiellement au titre du programme « Financement des opérations patrimoniales envisagées en 2021 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" » (1,000 Md€).

d'avril en 2020) des charges de la dette de l'Etat pour 2,826 Md€ (hausse prévue en lois de finances), des dépenses de fonctionnement pour 1,849 Md€ (notamment la mission « Aide publique au développement » pour 1,427 Md€), des dépenses d'investissement pour 1,542 Md€ (principalement la mission « Défense » pour 0,859 Md€) et des dépenses de personnel à hauteur de 1,513 Md€ (hausse prévue en lois de finances).

Recettes du budget général (nettes de R&D) : 135,618 Md€

Les principales recettes du mois

► **IR net** : 7,016 Md€ ;

► **TVA nette** : 6,861 Md€ ;

► **Recettes non fiscales - Divers** : 5,248 Md€, dont 5,118 Md€ versés par l'UE au titre du programme « Facilité pour la reprise et la résilience » ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,754 Md€, dont 1,452 Md€ de droits de mutation à titre gratuit ;

► **TICPE nette** : 1,738 Md€ ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 1,656 Md€, dont 0,739 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **IS net** : -0,966 Md€ (montant principalement lié à des R&D à hauteur de 1,824 Md€) ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,883 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -3,332 Md€, principalement au titre de la DGF (-1,962 Md€) et de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels (-1,276 Md€).



Recettes fiscales (nettes de R&D) : 162,521 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin août 2021 s'élevaient à 162,521 Md€ contre 137,828 Md€ à fin août 2020 à périmètre constant.

L'évolution s'élève à +24,693 Md€.

Les recettes d'IS net sont en baisse de 1,604 Md€ (en raison d'une baisse d'IS brut de 1,015 Md€ et d'une hausse des R&D de 0,589 Md€).

Des hausses sont constatées en recettes de TVA nette pour 11,576 Md€ (en raison d'une hausse de

TVA brute de 10,280 Md€ et d'une baisse des R&D de 1,295 Md€), de TICPE nette pour 3,236 Md€ (essentiellement en raison d'une hausse de TICPE brute de 2,932 Md€), d'IR net pour 4,507 Md€ (en raison d'une baisse des R&D de 2,532 Md€ et d'une hausse d'IR brut de 1,975 Md€) et en autres recettes fiscales nettes pour 6,979 Md€ (notamment du fait de l'augmentation des recettes brutes de « mutations à titre gratuit »).

Recettes non fiscales : 14,109 Md€

Les recettes non fiscales à fin août 2021 s'élevaient à 14,109 Md€ contre 9,727 Md€ à fin août 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (+4,382 Md€) s'explique

principalement par un versement de l'UE à hauteur 5,118 Md€ pour cofinancer une partie des dépenses engagées par la France au titre du plan de relance.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -45,374 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin août 2021 s'élevaient à -45,374 Md€ contre -40,230 Md€ à fin août 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (-5,144 Md€) s'explique par des augmentations des prélèvements sur les recettes

de l'Etat au profit des collectivités territoriales à hauteur de 3,430 Md€ et au profit de l'Union européenne à hauteur de 1,714 Md€ (hausse des prélèvements prévues en lois de finances).

Fonds de concours : 4,363 Md€

Les fonds de concours à fin août 2021 s'élevaient à 4,363 Md€ contre 5,551 Md€ à fin août 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (-1,188 Md€) s'explique notamment par les versements intervenus en 2020 dans le cadre de la crise sanitaire.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -20,844 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

►Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,746 Md€ et des recettes pour 5,064 Md€ (essentiellement au titre de reversements de TVA intervenant dans le cadre de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales et de la baisse des impôts de production, ainsi qu'au titre de la mensualisation de la taxe foncière) ;

Le solde des comptes spéciaux à fin août 2021 s'élève à -20,844 Md€ contre -22,140 Md€ à fin août 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (+1,296 Md€) s'explique essentiellement par une amélioration du solde des comptes de concours financiers de 3,736 Md€ (dont +3,243 Md€ au titre du compte « Avances aux collectivités territoriales », principalement en raison d'une hausse des recettes de CFE/IFER et de TF, +1,132 Md€ au titre du compte « Prêts à des Etats étrangers » et -0,842 Md€ au titre du compte

►Le compte « **Participations financières de l'Etat** » affiche des recettes pour 1,018 Md€ (essentiellement au titre d'abondements par le budget général).

« Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics »).

Cette hausse est partiellement compensée par une diminution du solde des comptes d'affectation spéciale de 2,221 Md€ (dont -2,122 Md€ au titre du compte « Participations financières de l'Etat », essentiellement en raison, en dépenses, de l'acquisition d'actions ORANO SA en 2021 pour 1,22 Md€ et, en recettes, de la cession de titres La Poste intervenue en 2020 pour 1,06 Md€).

Dettes financières de l'Etat au 31 août : 2 150,404 Md€

La dette financière est en augmentation de 120,210 Md€ depuis le début de l'année 2021.

Les principaux flux nets concernent la hausse

des OAT pour 120,304 Md€ (émissions nettes de remboursement).



	Mois	Cumul à fin août		Renvoi Page	
	Août	2021	2020 retraité		2020 exécuté
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-11 407	-178 045	-170 937	-165 686	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	28 454	292 819	261 674	257 627	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	19 762	135 618	112 876	126 379	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)					
- IR	7 016	40 590	36 083	36 083	
- IS *	-966	13 625	15 229	15 229	
- TVA	6 861	63 050	51 474	73 613	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-2 715	-20 844	-22 140	-34 438	15
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-4 138	150 019			16
Dette financière de l'Etat	14 828	2 150 404			17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin août		
	Août	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	994	994	994
Dépenses de personnel	11 201	90 115	88 602	88 666
Dépenses de fonctionnement	3 682	44 369	42 520	42 477
Charges de la dette de l'Etat	76	26 533	23 707	23 707
Dépenses d'investissement	918	11 211	9 669	9 680
Dépenses d'intervention	12 503	117 834	94 971	90 863
Dépenses d'opérations financières	74	1 763	1 211	1 239
Total des dépenses (nettes de R&D) (I)	28 454	292 819	261 674	257 627
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	18 415	162 521	137 828	152 737
Recettes non fiscales	5 921	14 109	9 727	9 787
Prélèvements sur recettes	-5 215	-45 374	-40 230	-41 695
Fonds de concours	641	4 363	5 551	5 551
Total des recettes (nettes de R&D) (II)	19 762	135 618	112 876	126 379
Total des recettes (nettes de R&D, hors prélèvements sur recettes)	24 977	180 992	153 106	168 075
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-8 692	-157 200	-148 798	-131 247
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	1 015	1 247	3 468	4 083
Solde des comptes de concours financiers	-3 918	-22 579	-26 315	-39 229
Solde des comptes de commerce	143	420	682	682
Solde des comptes d'opérations monétaires	83	1 324	912	912
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-2 715	-20 844	-22 140	-34 438
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-11 407	-178 045	-170 937	-165 686



	Mois	Cumul à fin août		
	Août	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	11 201	90 115	88 602	88 666
Rémunérations d'activité	6 443	51 952	50 853	50 881
Cotisations et contributions sociales	4 683	37 635	37 259	37 297
Prestations sociales et allocations diverses	75	528	489	488
AUTRES TITRES	17 253	202 704	173 072	168 961
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	994	994	994
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	3 682	44 369	42 520	42 477
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3 006	21 183	20 132	20 186
Subventions pour charges de service public	675	23 186	22 388	22 291
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	76	26 533	23 707	23 707
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	76	26 533	23 707	23 707
Titre 5 - Dépenses d'investissement	918	11 211	9 669	9 680
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	629	8 606	7 308	7 322
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	289	2 605	2 360	2 358
Titre 6 - Dépenses d'intervention	12 503	117 834	94 971	90 863
Transferts aux ménages	4 021	39 236	38 807	38 510
Transferts aux entreprises	5 855	53 617	34 624	30 855
Transferts aux collectivités territoriales	723	7 283	5 929	5 909
Transferts aux autres collectivités	1 879	17 588	15 594	15 571
Appels en garantie	24	109	19	19
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	74	1 763	1 211	1 239
Prêts et avances	41	223	223	251
Dotations en fonds propres	27	815	392	392
Dépenses de participations financières	6	725	595	595
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	28 454	292 819	261 674	257 627



	Mois d'août		Cumul à fin août 2021		Cumul à fin août 2020 retraité	
	unité : million d'€.	AE	CP	AE	CP	CP
		consommées	consommés	consommées	consommés	consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	325	390	2 172	1 914	1 729	
Action de la France en Europe et dans le monde	290	301	1 290	1 203	961	
Diplomatie culturelle et d'influence	11	68	644	491	518	
Français à l'étranger et affaires consulaires	24	22	238	221	250	
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	319	346	2 730	2 638	2 479	
Administration territoriale de l'Etat	187	190	1 481	1 449	1 401	
Vie politique, culturelle et associative	26	31	239	220	148	
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	107	125	1 011	969	930	
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	322	211	1 879	1 656	1 513	
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	234	115	1 103	905	784	
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	41	49	383	364	347	
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	47	47	394	386	382	
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	62	81	4 242	4 254	2 254	
Aide économique et financière au développement	4	13	855	1 108	795	
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement ⁽¹⁾	0	0	1 420	1 420	0	
Solidarité à l'égard des pays en développement	58	67	1 967	1 726	1 459	
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	4	12	1 634	1 569	1 620	
Liens entre la Nation et son armée	1	2	22	17	13	
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	3	10	1 530	1 469	1 521	
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	0	83	83	86	
COHESION DES TERRITOIRES	253	1 899	15 214	12 448	11 781	
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	138	205	1 597	1 476	1 292	
Aide à l'accès au logement	2	1 562	12 369	10 091	9 758	
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	46	39	769	404	258	
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	14	18	121	130	135	
Interventions territoriales de l'Etat	2	11	31	41	24	
Politique de la ville	50	65	328	306	314	
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	49	51	475	469	453	
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	30	33	287	284	271	
Conseil économique, social et environnemental	0	0	42	42	41	
Cour des comptes et autres juridictions financières	19	18	145	142	141	
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0	
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0	
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0	
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0	
CULTURE	138	240	2 621	2 175	1 927	
Patrimoines	22	58	941	780	564	
Création	23	82	736	613	606	
Soutien aux politiques du ministère de la culture ⁽²⁾	64	66	490	476	371	
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture ⁽¹⁾	30	34	454	307	386	
DEFENSE	3 386	3 609	37 513	34 469	32 676	
Environnement et prospective de la politique de défense	107	92	1 142	1 158	1 083	
Préparation et emploi des forces	632	814	10 469	7 341	6 990	
Soutien de la politique de la défense	1 850	1 872	15 250	15 255	14 726	
Equiperment des forces	797	830	10 652	10 715	9 877	
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	58	47	520	504	453	
Coordination du travail gouvernemental	50	41	438	432	387	
Protection des droits et libertés	6	6	73	71	66	
Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022 ⁽¹⁾	3	0	8	0	0	
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	889	1 739	20 733	16 510	15 307	
Infrastructures et services de transports	484	496	6 213	5 259	4 139	
Affaires maritimes	10	8	115	93	106	
Paysages, eau et biodiversité	24	23	177	152	128	
Expertise, information géographique et météorologie ⁽²⁾	1	1	432	430	435	
Prévention des risques	26	164	749	591	666	
Energie, climat et après-mines	111	12	2 245	1 552	2 249	
Service public de l'énergie	0	793	8 470	6 090	5 497	
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	207	215	1 940	1 950	1 981	
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	27	27	392	392	106	



	Mois d'août		Cumul à fin août 2021		Cumul à fin août 2020 retraité
	AE	CP	AE	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés
	unité : million d'€.				
ECONOMIE	1 080	1 098	2 578	2 627	1 905
Développement des entreprises et régulations	37	52	957	853	1 157
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	150	120
Statistiques et études économiques	29	32	270	272	292
Stratégies économiques ⁽²⁾	13	14	350	351	336
Financement des opérations patrimoniales envisagées en 2021 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" ⁽⁴⁾	1 000	1 000	1 000	1 000	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	-25	74	26 278	26 457	23 736
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	50	50	26 141	26 141	23 601
Appels en garantie de l'Etat	46	24	205	183	19
Epargne	0	0	52	52	36
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	-120	0	-120	80	80
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 847	5 841	51 457	51 243	49 851
Enseignement scolaire public du premier degré	1 965	1 960	15 726	15 719	15 355
Enseignement scolaire public du second degré	2 776	2 769	22 711	22 701	22 327
Vie de l'élève	250	239	4 732	4 697	4 346
Enseignement privé du premier et du second degrés	602	603	5 425	5 411	5 347
Soutien de la politique de l'éducation nationale	165	178	1 884	1 738	1 517
Enseignement technique agricole	89	93	979	977	959
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ⁽²⁾	770	811	6 662	6 585	6 560
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	593	615	5 009	4 959	4 963
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	55	72	621	606	584
Facilitation et sécurisation des échanges	122	124	1 032	1 021	1 013
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	133	165	1 205	1 087	1 103
Immigration et asile	58	94	918	829	887
Intégration et accès à la nationalité française	75	71	287	258	216
INVESTISSEMENTS D'AVENIR	500	27	13 544	2 477	1 572
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	-160	210	317
Valorisation de la recherche	0	0	-50	529	550
Accélération de la modernisation des entreprises	0	27	4	622	655
Financement des investissements stratégiques ⁽¹⁾	0	0	10 000	750	0
Financement structurel des écosystèmes d'innovation ⁽¹⁾	500	0	3 750	366	50
JUSTICE	625	757	6 190	6 422	5 891
Justice judiciaire	274	301	2 613	2 478	2 315
Administration pénitentiaire	254	330	2 135	2 593	2 422
Protection judiciaire de la jeunesse	66	78	641	581	550
Accès au droit et à la justice	3	2	427	427	328
Conduite et pilotage de la politique de la justice	28	46	370	340	274
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	2	3	3
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	13	15	453	381	494
Presse et médias	12	14	168	168	266
Livre et industries culturelles	1	1	286	213	229
OUTRE-MER	112	92	2 071	1 618	1 454
Emploi outre-mer	11	26	1 544	1 279	1 182
Conditions de vie outre-mer	101	66	527	339	271
PLAN DE RELANCE ⁽¹⁾	1 880	1 473	21 213	11 944	0
Écologie ⁽¹⁾	619	297	7 408	2 108	0
Compétitivité ⁽¹⁾	285	88	3 811	1 886	0
Cohésion ⁽¹⁾	976	1 087	9 995	7 950	0
PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE	5 013	3 515	30 915	29 468	22 798
Prise en charge du chômage partiel et financement des aides d'urgence aux employeurs et aux actifs précaires à la suite de la crise sanitaire	172	172	2 390	2 390	13 772
Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire	837	837	23 688	23 687	5 876
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat dans le cadre de la crise sanitaire	0	0	622	622	3 150
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire	4 000	2 500	4 000	2 500	0
Matériels sanitaires pour faire face à la crise de la Covid-19 ⁽¹⁾	5	6	215	268	0
POUVOIRS PUBLICS	0	0	994	994	994
Présidence de la République	0	0	105	105	105
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	12	12	13
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1



unité : million d'€.	Mois d'août		Cumul à fin août 2021		Cumul à fin août 2020 retraité
	AE	CP	AE	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	84	368	27 153	21 426	21 304
Formations supérieures et recherche universitaire	73	93	13 435	11 504	11 313
Vie étudiante	0	66	2 578	1 917	1 824
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	15	168	7 076	4 687	4 612
Recherche spatiale	0	0	1 572	1 157	1 435
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	47	16	1 835	1 481	1 291
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	-72	1	394	434	531
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	95
Recherche culturelle et culture scientifique ⁽³⁾	0	0	0	0	-37
Enseignement supérieur et recherche agricoles	22	23	263	246	240
RÉGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	0	537	5 583	4 535	4 572
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	376	3 780	3 066	3 052
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	67	742	607	617
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	94	1 062	862	903
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	207	240	3 505	2 833	2 534
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	206	239	3 377	2 689	2 387
Concours spécifiques et administration	0	1	128	144	147
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	7 895	7 917	95 152	95 186	98 123
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	7 535	7 556	90 674	90 706	94 918
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	360	361	4 479	4 480	3 205
SANTE	29	14	1 275	1 038	1 288
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	29	14	289	241	543
Protection maladie	0	0	986	798	745
SECURITES	1 735	1 719	14 192	13 834	13 391
Police nationale	879	897	7 317	7 249	7 109
Gendarmerie nationale	789	748	6 339	6 119	5 931
Sécurité et éducation routières	4	3	25	19	17
Sécurité civile	63	71	511	446	333
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	90	2 094	25 142	18 628	19 761
Inclusion sociale et protection des personnes	46	1 066	11 593	8 985	10 110
Handicap et dépendance	0	980	12 575	8 776	8 832
Egalité entre les femmes et les hommes	3	2	32	22	22
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales ⁽²⁾	41	45	942	846	798
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	47	54	1 384	906	771
Sport	14	16	490	395	285
Jeunesse et vie associative	33	37	555	362	442
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	0	339	149	44
TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES⁽²⁾	27	39	623	249	168
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	27	9	310	44	11
Fonds pour la transformation de l'action publique	8	11	120	80	26
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines	0	0	0	0	0
Innovation et transformation numériques ⁽²⁾	0	1	9	7	4
Fonction publique	-8	19	183	117	128
TRAVAIL ET EMPLOI	998	896	12 192	9 462	9 330
Accès et retour à l'emploi	546	570	5 240	4 382	3 945
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	396	268	6 356	4 573	4 907
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	2	2	144	68	63
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	54	56	452	438	415
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	32 865	36 371	439 497	388 005	359 797
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	24 970	28 454	344 344	292 819	261 674

⁽¹⁾ Création en LFI 2021

⁽²⁾ Modification de libellé en LFI 2021

⁽³⁾ Suppression en LFI 2021

⁽⁴⁾ Création en LFR du 19/07/2021



	Mois		Cumul à fin août	
	Août	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	7 191	58 086	56 111	56 111
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	142	1 277	1 069	1 203
Impôt sur les sociétés (C)	875	37 812	38 828	38 768
Impôt sur les sociétés	858	36 912	37 927	37 927
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	17	621	841	841
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés ⁽¹⁾	0	279	60	0
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	1 656	14 786	11 391	8 925
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	75	738	560	560
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	392	3 460	2 684	2 684
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	610	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	32	443	397	397
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	1	74	149	149
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	3	0	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	2	15	8	8
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	3	19	82	82
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	5	63	50	50
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	2	186	188	188
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	1	0	0
Prélèvements de solidarité	739	5 130	4 322	4 322
Taxe sur les services numériques	2	223	83	83
Taxe d'habitation sur les résidences principales ⁽¹⁾	304	2 428	2 400	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat)	14	929	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	1	2	2
Recettes diverses	82	463	465	399
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 929	13 080	10 148	5 402
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	11 786	106 366	96 086	118 225
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	2 754	26 301	22 319	22 227
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	63	347	274	274
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	10	115	127	127
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	3	33	15	15



	Mois		Cumul à fin août	
	Août	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	271	2 476	1 442	1 442
Mutations à titre gratuit par décès	1 181	9 371	7 166	7 166
Contribution de sécurité immobilière	74	584	469	469
Autres conventions et actes civils	34	281	234	234
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	50	411	325	325
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	18	247	197	197
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	12	136	58	58
Timbre unique	-5	129	105	105
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	40	400	376	376
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	509	7 094	7 097	7 097
Autres droits et recettes accessoires	0	4	3	3
Amendes et confiscations	4	29	19	19
Taxe générale sur les activités polluantes	1	39	330	330
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	8	30	27	27
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	1	11	104	104
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	10	10
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	34	34	34
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	17	21	21
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	560	574	574
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	25	25	25
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	200	1 615	1 171	1 171
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	55	173	266	266
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	37	244	144	144
Prélèvement sur les paris sportifs	55	578	313	313
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	7	68	68	68
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	83	800	956	956
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	40	448	367	276
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	26 332	257 707	235 952	250 860
TOTAL GENERAL (net de R&D)	18 415	162 521	137 828	152 737

(1) Création en LFI 2021



	Mois		Cumul à fin août	
	Août	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	286	3 386	4 269	4 329
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	286	2 089	3 395	3 395
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés ⁽¹⁾	0	0	691	751
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfices des établissements publics non financiers	0	607	182	182
Autres dividendes et recettes assimilées	0	690	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	27	562	857	857
Revenus du domaine public non militaire	24	144	126	126
Autres revenus du domaine public	0	2	2	2
Revenus du domaine privé	3	182	200	200
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	0	233	149	149
Païement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	380	380
Autres revenus du Domaine	0	1	1	1
Produits de la vente de biens et services (C)	232	1 469	801	801
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	44	241	201	201
Autres frais d'assiette et de recouvrement	91	705	576	576
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	3	4	4
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	2	2	2
Autres recettes diverses	97	517	19	19
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	18	292	191	191
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	0	22	29	29
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	1	24	24
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	2	2	3	3
Intérêts des autres prêts et avances	7	160	46	46
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	9	82	80	80
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	13	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	11	3	3



	Mois		Cumul à fin août	
	Août	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	111	1 064	2 874	2 874
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	1	357	295	295
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	4	155	61	61
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	4	10	3	3
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	101	481	2 457	2 457
Frais de poursuite	1	7	5	5
Frais de justice et d'instance	1	7	5	5
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	1	2	2
Divers (F)	5 248	7 336	735	735
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	23	284	191	191
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	5	22	51	51
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	8	4	4
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	3	5	5
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	6	4	4
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	4	3	3
Récupération d'indus	0	17	8	8
Recouvrements après admission en non-valeur	10	89	67	67
Divers versements de l'Union européenne	5 118	5 118	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	2	35	19	19
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	20	19	19
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	26	440	214	214
Produits divers	1	984	16	16
Autres produits divers	58	306	136	136
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	5 921	14 109	9 727	9 787

(1) Suppression en LFI 2021



	Mois		Cumul à fin août	
	Août	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 332	-28 816	-25 386	-26 852
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-1 962	-18 643	-18 654	-18 712
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-3	-3	-3
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-8	-8	-17	-17
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-473	-2 786	-2 500	-2 500
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	1 012	-1 448	-443	-1 849
Dotations élu local	0	0	-77	-77
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	1	0
Dotations départementales d'équipement des collèges	-14	-291	-313	-313
Dotations régionales d'équipement scolaire	-200	-640	-568	-568
Dotations globales de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-250	-1 943	-1 965	-1 965
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-33	-382	-321	-321
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	-13	-3	-3
Dotations de compensation liées au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-71	-98	-98
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotations de garantie des versements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	-265	-243	-243
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	-15	-61	-122	-122
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française	-8	-60	-60	-60
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	-97	-102	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	2	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels ⁽¹⁾	-1 276	-2 100	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 883	-16 558	-14 844	-14 844
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-5 215	-45 374	-40 230	-41 695
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	621	4 074	5 371	5 371
Fonds de concours - coopération internationale	20	288	180	180
TOTAL FONDS DE CONCOURS	641	4 363	5 551	5 551



	Mois d'août		Cumul à fin août												
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes			Soldes						
			2021	2020 retraité	2020 exécuté	2021	2020 retraité	2020 exécuté	2021	2020 retraité	2020 exécuté				
unité : million d'€.															
Comptes d'affectation spéciale	4 852	5 867	44 766	42 941	46 975	46 013	46 410	51 058	1 247	3 468	4 083				
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	33	105	484	559	559	1 116	748	748	632	189	189				
Développement agricole et rural	32	9	87	83	83	124	126	126	38	43	43				
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	3	31	123	151	151	250	249	249	127	97	97				
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	21	17	222	268	268	207	172	172	-15	-96	-96				
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	209	0	0	133	84	84	-77	84	84				
Participations financières de l'Etat	0	1 018	4 180	3 022	3 022	3 914	4 878	4 878	-265	1 857	1 857				
Pensions	4 763	4 686	39 462	38 858	38 858	40 269	40 153	40 153	807	1 294	1 294				
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs ⁽¹⁾	0	0	0	0	1	0	0	71	0	0	70				
Transition énergétique ⁽²⁾	0	0	0	0	4 033	0	0	4 578	0	0	545				
Comptes de concours financiers	9 097	5 179	77 505	77 598	76 217	54 926	51 283	36 988	-22 579	-26 315	-39 229				
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0				
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	22	2 478	2 006	2 006	813	1 183	1 183	-1 665	-823	-823				
Avances à l'audiovisuel public	310	93	2 479	2 526	2 526	972	1 100	1 100	-1 507	-1 426	-1 426				
Avances aux collectivités territoriales	8 746	5 064	71 574	72 223	70 842	51 398	48 804	34 510	-20 176	-23 419	-36 333				
Prêts à des Etats étrangers	0	0	343	420	420	1 237	181	181	893	-239	-239				
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	41	1	630	423	423	506	16	16	-124	-408	-408				
Comptes de commerce	315	458	30 751	26 829	26 829	31 171	27 511	27 511	420	682	682				
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	48	5	447	346	346	411	555	555	-36	209	209				
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	16	29	121	104	104	131	107	107	10	2	2				
Couverture des risques financiers de l'Etat	2	2	1 881	980	980	1 881	980	980	0	0	0				
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	47	59	387	261	261	489	434	434	101	173	173				
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	160	227	27 572	24 897	24 897	27 640	24 979	24 979	68	82	82				
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	0	2	3	3	6	10	10	3	7	7				
Opérations commerciales des domaines	4	13	33	27	27	65	50	50	32	23	23				
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	2	17	13	13	19	13	13	2	-1	-1				
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0				
Soutien financier au commerce extérieur	36	122	289	197	197	529	383	383	240	186	186				
Comptes d'opérations monétaires	136	219	712	1 473	1 473	2 036	2 385	2 385	1 324	912	912				
Emission des monnaies métalliques	2	47	62	67	67	141	87	87	79	21	21				
Opérations avec le Fonds Monétaire International	133	172	634	1 404	1 404	1 889	2 290	2 290	1 255	886	886				
Pertes et bénéfices de change	0	0	16	3	3	5	8	8	-11	5	5				
TOTAL COMPTES SPECIAUX	14 400	11 723	153 734	148 841	151 494	134 145	127 588	117 942	-19 589	-21 253	-33 552				
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	14 267	11 551	153 100	147 437	150 090	132 256	125 298	115 652	-20 844	-22 140	-34 438				

⁽¹⁾ Suppression en LFI 2021

⁽²⁾ Suppression en LFI 2020 à compter de 2021



		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2020	Flux nets de l'année	Solde à fin août 2021
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance		193	-92	101
	Organismes à caractère financier	Caisse des Dépôts et Consignations	10	6	16
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	513	-94	420
		Total organismes à caractère financier	717	-180	537
		Régions	4 531	697	5 229
		Départements	8 247	1 459	9 706
	CEPL	Communes	26 806	-911	25 895
		HLM	137	-85	52
		Autres	27 904	1 609	29 513
		Total CEPL	67 626	2 769	70 395
		Etablissements publics de santé	7 642	-607	7 035
		Etablissements publics nationaux à caractère administratif	29 216	-10 125	19 091
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	16 351	3 011	19 362
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	4 284	2 429	6 713
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 726	372	2 098
		Total établissements publics nationaux	51 577	-4 313	47 264
		Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	15 224	-5 529	9 694
		Union européenne	2 145	-1 169	976
		Fonds et Fondations	58	0	58
		GIP	964	560	1 524
		EPLÉ	2 510	929	3 439
	Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	Autres correspondants	7 684	1 360	9 044
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	48	-48	0	
	Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	11 263	2 802	14 065	
	Total Dépôts de fonds du Trésor	156 195	-6 228	149 967	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme		35	17	52
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme		0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme		0	0	0
	Total Comptes à terme		35	17	52
Total Passif (A)			156 230	-6 210	150 019
Créances résultant des placements des deniers pupillaires			0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor			0	0	0
Total Actif (B)			0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)			156 229	-6 210	150 019



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2020	Flux nets de l'année	Solde à fin août 2021
Titres négociables (A)	2 000 986	120 592	2 121 578
Titres négociables à moyen et long terme	1 839 378	120 304	1 959 682
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 839 378	120 304	1 959 682
<i>dont - taux fixe</i>	<i>1 619 368</i>	<i>117 986</i>	<i>1 737 354</i>
<i>- taux variable</i>	<i>199 932</i>	<i>2 687</i>	<i>202 619</i>
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont - taux fixe</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>- taux variable</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	161 608	288	161 896
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	161 608	288	161 896
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	29 208	-382	28 826
TOTAL (A+B+C)	2 030 194	120 210	2 150 404



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2020 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2020 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2021.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dettes financières de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrevements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat: ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.